

# **Contre Attaque Gravissime dans la même Europe pourrie**

## **EN ALLEMAGNE : LE MILITARISME AVANCE À MARCHÉ FORCÉE**

- Économie de guerre, service militaire, reconversion de l'industrie dans l'armement : l'Allemagne saute à pieds joints dans le piège de la guerre -

Depuis le 1er janvier 2026 en Allemagne, le service militaire «volontaire» est officiellement lancé par le gouvernement de droite : tous les jeunes hommes âgés de 18 ans ont l'obligation de répondre à un questionnaire de l'armée et de se soumettre à un examen médical en vue d'un enrôlement potentiel. L'objectif annoncé est de recruter au moins 20.000 jeunes par an dans l'armée, pour atteindre une force de 270.000 hommes prêts à la guerre d'ici 2035 et de faire de l'armée allemande la première d'Europe. Pour le moment, les autorités parlent d'un service «volontaire» et rémunéré, mais annoncent qu'il pourrait devenir obligatoire s'il n'y a pas assez de recrues.

Les déplacements des jeunes hommes sous surveillance en vue d'une «crise grave»

Un article de cette loi sur le service militaire est passé inaperçu, et il est encore plus inquiétant que la mesure elle-même. L'article 3 de la loi oblige tous les hommes de 17 à 45 ans à déclarer à l'armée tout séjour à l'étranger de plus de trois mois. Concrètement, cela veut dire que tous les hommes en âge de combattre subissent une séquestration implicite : ils ne peuvent sortir du territoire allemand pendant une longue période que si l'État les y autorise.

Cette mesure a provoqué une polémique la semaine dernière, et une partie de la gauche a réclamé la démission du Ministre de la défense. Pour tenter de calmer la situation, un porte-parole du ministère a expliqué que «les autorisations de déplacement seront systématiquement

accordées, sauf en cas de crise grave». Ce qui n'est absolument pas rassurant. Cette mesure grave dans le marbre le fait que l'Allemagne se prépare à une mobilisation militaire obligatoire et de grande ampleur, et se dote des moyens d'éviter la fuite de combattants potentiels.

On nous avait vendu l'Union Européenne comme un espace de libre circulation et une protection contre les guerres, c'est l'exact inverse qui se dessine : une Europe militarisée où les déplacements redeviennent contrôlés en fonction de la situation géopolitique.

### Volkswagen renoue avec l'armement

Selon le Financial Times, la firme automobile allemande Volkswagen va se remettre à produire du matériel militaire, ce qui n'était pas arrivé depuis la période nazie. Lancée par le Troisième Reich, l'entreprise dont le nom signifie «voiture du peuple» a produit des véhicules militaires durant la Seconde guerre mondiale, avant de revenir à la production civile après le conflit.

En 2026, Volkswagen négocie pour armer Israël, dans le cadre d'un partenariat avec Rafael Advanced Defence Systems, l'entreprise qui a conçu le Dôme de fer israélien. L'accord prévoit notamment la création de composants anti-aériens. Si l'accord venait à être conclu, l'entreprise allemande produira aussi des camions lourds capables de transporter des missiles, des lanceurs ou encore des générateurs électriques d'ici l'année prochaine. Du matériel de guerre vendu aux pays européens. C'est donc un grand retour de l'entreprise dans le domaine de la défense, 70 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Le capitalisme en crise se régénère par la guerre, et Volkswagen en est un exemple. Le secteur automobile allemand connaît une grave crise, notamment en raison d'une concurrence agressive de l'industrie chinoise. Pour justifier sa reconversion dans l'armement, l'entreprise prétend sauver 2.300 emplois dans son usine d'Osnabrück, située dans le nord-ouest de l'Allemagne, et qui devait

fermer ses portes. Les employés auraient le choix d'adhérer, ou non, au projet de production d'arme. On imagine qu'un refus signifie un licenciement. Les salarié·es se retrouvent face à un choix impossible : produire des engins de mort, ou perdre leur travail. L'entreprise parle d'un «potentiel immense».

### Capitalisme de guerre

Autre géant de l'industrie allemande, la firme Rheinmetall, l'une des entreprises phares du complexe militaro-industriel allemand. Elle a réalisé des profits colossaux pendant la Première guerre mondiale, avant d'armer les troupes nazies sous le troisième Reich. Elle doit donc sa longévité exceptionnelle aux affaires florissantes réalisées sur la guerre et la mort.

En juin 2023, 900 ouvrier·es ont été transféré·es de la firme automobile Continental vers ce géant de l'armement. En 2024, l'armée allemande achetait à cette entreprise des obus pour plus de 8,5 milliards d'euros, le contrat le plus important «de l'histoire récente» se félicitait Rheinmetall. L'entreprise vient également de signer un partenariat avec la start-up israélienne Uvision pour équiper l'armée germanique de drones kamikazes. Uvision produit les drones tueurs utilisés contre les palestiniens. Enfin, Rheinmetall fabrique des armes de maintien de l'ordre et fournit par exemple des «unités d'élite» de la police française telles que la BRI et le RAID en grenades explosives et aveuglantes.

En France Renault, fleuron du secteur automobile français, s'apprête à lancer la production de drones de combat. Des «munitions téléopérées à longue portée» selon la novlangue militaire. C'est une autre usine civile qui se transforme en fabrique d'armes de guerre. Ses concepteurs ont imaginé ce drone en utilisant les «recettes automobiles pour réduire les coûts et l'optimiser». C'est littéralement la transformation telle quelle d'une usine de véhicules vers l'industrie de guerre, pour aller le plus vite possible. Les chaînes de

production commenceront à tourner dès le printemps, et feront travailler entre 100 et 200 salarié·es dans un premier temps.

Depuis son arrivée au pouvoir, Friedrich Merz le chancelier allemand organise une militarisation à marche forcée de l'Allemagne, qui n'avait plus véritablement d'armée depuis la chute du nazisme. Il a qualifié le renforcement de la Bundeswehr de «priorité absolue» et a fait voter en urgence l'année dernière un budget de 1.000 milliards d'euros pour renforcer l'armée. Merz a d'ailleurs déclaré qu'il était «prêt à 'suivre' le président américain Donald Trump dans [l'objectif] de consacrer 5% de [son] PIB à la défense». En 2023 Boris Pistorius, le ministre de la Défense socialiste, déclarait : «Nous devons nous habituer à nouveau à l'idée qu'il pourrait y avoir une menace de guerre en Europe. Et cela signifie : nous devons nous préparer à la guerre».

Le pays connaît en parallèle une poussée fulgurante de l'extrême droite néo-nazie, avec un parti décomplexé, l'AfD, qui rafle 20% des voix. Malgré le passé sanglant de l'Allemagne du XXème siècle, l'AfD est désormais la première force politique dans plusieurs régions. Une Allemagne qui bascule en économie de guerre et veut enrôler sa jeunesse, un gouvernement autoritaire et des nazis aux abois : l'histoire ne se répète jamais, mais elle semble parfois bégayer.